

Décision n° 99–1016 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 24 novembre 1999 mettant fin à l'attribution de ressources en numérotation à la société France Télécom (numéros courts 3630 et 3631)

L'Autorité de régulation des télécommunications ;

Vu le code des postes et télécommunications, et notamment ses articles L. 34–10 et L. 36–7 ;

Vu le décret n° 96–1224 du 27 décembre 1996 relatif aux redevances dues pour les frais de gestion du plan national de numérotation et de contrôle de son utilisation ;

Vu l'arrêté du 30 décembre 1997 établissant la valeur du coefficient qui fixe l'assiette des redevances pour le coût de gestion de la numérotation ;

Vu l'arrêté du 12 mars 1998 autorisant la société France Télécom à établir et exploiter un réseau de télécommunications ouvert au public et à fournir le service téléphonique au public ;

Vu la décision n° 97–183 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 2 juillet 1997 confirmant l'attribution à la société France Télécom de ressources en numérotation avant le 1^{er} janvier 1997 ;

Vu la décision n° 98–75 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 3 février 1998 approuvant les règles de gestion du plan national de numérotation modifiée ;

Vu la demande de la société France Télécom reçue le 27 octobre 1999 ;

Après en avoir délibéré le 24 novembre 1999 ;

Décide :

Article 1 –

Il est mis fin à l'attribution des numéros courts 3630 et 3631, à la demande de la société France Télécom.

Article 2 –

Le chef du service technique de l'Autorité de régulation des télécommunications est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée au demandeur et mentionnée au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 24 novembre 1999

Le Président

Jean–Michel Hubert